

Avaate demande à la Municipalité qu'elle annule le décret sur les antennes de téléphonie

Dimanche, 26 mars 2006

L'Association Vallisoletana des Riverains des Antennes de Téléphonie (AVAATE) rappelle qu'il s'agit-il d'une activité susceptible d'être gênante, malsaine ou nuisible, et ne peut pas, ni doit être permise en installation sur des toits, de sorte qu'il y ait des personnes qui vivent à de faibles distances ce qui est contraire aux mandats constitutionnels qui veillent à l'intérêt public et la protection de la santé.

Il commence déjà à y avoir à des experts qui ne dissimulent pas et alertent de l'inacceptable coexistence d'utilisations dans des zones résidentielles avec celui d'une activité dangereuse pour la santé comme celle de la téléphonie mobile.

http://www.avaate.org/article.php3?id_article=215



tema del día / un ciclo de cine europeos / agenda televisión nacional hermano lobo titulares lo mas las no edición impresa cultura deportes economía internacional suplementos la bolsa

G.Florio Toléde

Canarias7 - 26/03/2006

Une antenne sème la panique

Les 47 Riverains (Familles) du bloc 21 de l'immeuble II de JINÁMAR dans le Lomo de las Brujas soupçonnent un site d'antennes relais de téléphonie mobile d'être à l'origine de leurs douleurs de tête, problèmes pour dormir et jusqu'à des maladies graves.



(Photo : canarias7)

Préoccupés. Les Riverains surveillent le site des antennes relais, qu'ils accusent de leurs problèmes de santé.

Depuis plusieurs jours les Riverains ont repris la collecte des signatures. Depuis qu'on a placé ces antennes relais dans le bloc d'à côté, le 23, en 1999, ils ont remarqué que leurs ennuis ont commencés, mais les derniers mouvements de protestation contre ce type d'émetteur leur a ouvert les yeux et ce qui les a encouragé à demander à la Municipalité qu'elle prennent des mesures opportunes pour le retirer immédiatement.

Ce dimanche dans le secteur Jinámar, en collaboration avec Estanislao Suárez, secrétaire de l'association des Riverains à fait un discours pertinent pour les aider dans leurs démarche réglementaires à effectuer dans les administrations pour exiger le démontage des antennes relais de la puissante macro-station.

Ils ne comprennent pas qui, ni comment qui a pu accorder une telle autorisation pour cet emplacement. Par information, ils pensent que s'est l'organisme gestionnaire des blocs qui a consenti cette installation (caution morale), ce qui a ensuite facilité, selon les données demandées, la concession de la licence municipale obligatoire.

Inquiétude par la forte incidence du cancer

" J'ai immédiatement pensé à mon mari". Rosaire Santana ne sait pas si a une relation entre le cancer dont est mort son mari et les irradiations qu'émettent les antennes relais, mais ce qui est certain c'est que "c'était un homme qui n'a jamais eu de problèmes de santé et le commencement, de ces problèmes ont été liés directement à la date de l'installation".

De nombreux cas durant les dernières années. Ils n'y a pas de données pour affirmer que les irradiations par ces antennes relais de téléphonie mobile ont une incidence avec tous les cancers dans le bloc, "mais il y a eu trop cas durant les dernières années et quelque chose n'est pas normal, et doit produire des effets, parce que dans tous les autres emplacements ils protestent aussi", s'est plaint Susana Díaz.

"Je suis paralysée, comme dépressive". Affirme Rafaela Gómez.

Il n'a pas de doutes sur les dommages que lui cause les antennes relais. Il veut qu'on les enlèvent de là. "Je suis toujours paralysée, comme si on m'avaient donné des coups tous les jours".

Les Enfants ont des problèmes de rêve. Il y a de nombreux bouleversements de santé qui ne sont pas habituels dans la zone. Il y a plusieurs petits qu'ils n'arrivent plus à dormir convenablement toutes les nuits.

LA VOZ DE AVILÉS

EL COMERCIO

Viernes, 17 de marzo de 2006

Remise de 840 signatures contre une antenne de la téléphonie mobile.

AVILÉS

Les Riverains Las Vegas y Molleda ont réunis 840 signatures contre l'installation d'une antenne relais de téléphonie mobile dans le Fuexo, Molleda, limitrophe avec une autre de l'opérateur Vodafone, située dans la montée de l'Estebanina et qui se trouve dans le processus de démarche d'information publique. L'antenne du Fuexo serait installée à 300 mètres de plusieurs logements et les Riverains font valoir que les scientifiques recommandent de leur éloigner au moins 500 mètres des populations.



VALLADOLID

VALLADOLID

Avaate demande à la Municipalité qu'elle annule le décret sur les antennes de téléphonie

ANA SANTIAGO/Valladolid

L'Association qui représente les Riverains des Antennes relais de Valladolid (Avaate) a sollicité la Mairie pour la révision d'office pour l'annulation du décret qui règle les infrastructures de télécommunications par incompatibilité avec le Plan Général d'Aménagement Urbain (PGOU).

La Mairie modifie le Plan, souligne l'avocat de l'association, Enrique Rios, pour l'adapter au décret comme qu'il rassemble au mémoire de la modification ce qui "s'avère absurde, puisque le PGOU est supérieur hiérarchiquement au décret ; il y a une incompatibilité entre les normes en vigueur et, par conséquent, vient la nullité "de la norme municipale.

Dans l'année 2004, la Mairie a changé le PGOU d'une démarche pour une étude de détail qui modifiait trois articles et permettait l'installation de micro-stations sur les blocs de logements. Avaate a attaqué la procédure de la modification et le Tribunal Supérieur de Justice (TSJ) de Castille et de Leon a donné raison à l'organisation dans une sentence en date du 20 janvier 2006.

Qualité de vie

Postérieurement, l'Administration locale a recommencé la procédure de modification, puisque le TSJ l'avait annulé pour procédure inadéquate. Maintenant, ceux touchés ont présenté leurs allégations contre la modification. Ils considèrent par la procédure de voie administrative, qui suppose l'inaccomplissement des objectifs généraux de la Loi d'Urbanisme Castille et de Leon, qui rassemble un objectif de développement équilibré et soutenable, la qualité de vie et la protection de l'environnement.

Ils soulignent de même que c'est une activité susceptible d'être gênante, malsaine ou nuisible, et que son installation n'est pas autorisable sur les toits, de sorte qu'il y ait des personnes qui vivent à de faibles distances d'elles, et qu'elle est contraire aux mandats constitutionnels qui veillent à l'intérêt public et la protection de la santé.

La Nueva España

OVIEDO

Quatre Communautés de Buenavista dénoncent devant le juge les antennes de téléphonie du quartier

La zone comptabilise au moins six aucuns équipements, sans licence, qui préoccupent les résidents "par le risque de maladies"



Antennes sur le toit de d'une des tours du quartier de Buenavista

Les Riverains de Buenavista ont porté devant le juge une dénonciation contre le grand nombre d'antennes téléphonie mobile et station de base qui se concentrent leur quartier et elles signalent qu'elles affectent des Riverains, trois collèges et trois centres hospitaliers. Les Riverains soupçonnent que certaines des antennes relais n'ont pas licence, sollicitent que la Mairie se charge de la situation et qu'on contrôle que les irradiations émises ne dépassent pas celles établies par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le quartier craint par les conséquences que les irradiations peuvent produire dans la santé de la population.

Lorraine PÉREZ

Quatre Communautés de Riverains de Buenavista ont dénoncé à Cour d'instruction numéro 1 d'Oviedo la prolifération d'antennes de téléphonie dans leur quartier, une des zones d'Oviedo où se concentre un plus grand nombre stations de base et antennes relais qui, selon les calculs vicinaux, affectent "9.000 résidents, trois collèges et trois centres hospitaliers". Les Riverains sont préoccupés par les possibles conséquences de coexister avec les radiations des antennes, puisqu'ils signalent qu'il existe des études

"qui démontrent qu'augmentent le nombre de maladies, surtout sur la population la plus faible, les enfants et d'autres personnes".

"Dans un espace très petit nous avons quelque six antennes et soupçonnons que beaucoup de d'elles sans licence", signale Francisco Naves, administrateur du bâtiment 3 de la rue Rafaël Altamira, dont les Riverains ont commencé fin 2005 une protestation à laquelle on ajoute aujourd'hui d'autres Communautés de la zone.

Six bâtiments du quartier ont des antennes. Concrètement, Rafaël Altamira, 5, 7 et 9 ; Burriana, 1 et Guillermo Estrada, 9 et 11. De tous, selon les Riverains, seulement deux ont une licence, et les autres qui ne sont pas connus s'ils ne savent pas s'ils en possèdent ou non, mais comme il signale Naves, "la préoccupation santé est la plus importante". Les résidents sont maintenant informés et savent le danger qu'implique avoir tant d'antennes et tellement près, c'est pourquoi ils réclament l'attention de la Mairie, pour qu'on retire les antennes qui n'ont pas de licence et qui soient contrôlées les radiations, de sorte qu'ils ne dépassent pas les limites établies par l'Organisation Mondiale de la Santé".

Sans réponse municipale

la dénonciation portera sur le jugement de la Cour du 15 mars, mais les plaintes à la Mairie ont été envoyées l'été passé, "et nous n'avons pas encore reçu réponse", il indique des Naves.

Le cas distinct est le bâtiment 5 de la rue Rafaël Altamira, où il existe une installation d'antennes relais qui a cessé de fonctionner parce que l'opérateur ne payait pas le loyer. "celui-ci veut maintenant installer un nouvel équipement en remplacement de celui de la première génération et il a négocié, mais les Riverains n'en veulent pas plus", signale des Naves.

Les antennes relais du quartier de Buenavista "affectent 3.000 logements, aux centres Baudilio Érable, Buenavista I et Buenavista II, avec une population scolaire moyenne de quelque 650 à 700 étudiants, à l'Hôpital Central d'Asturies, Maternité et à l'Institut National de Silicose", indiquent.

Et ils ajoutent que "dans une des tours de la rue Rafaël Altamira qui ne dispose pas de téléphonie mobile sur le toit mais qui supporte les radiations des installations des voisins, durant les dernières quatre années il y a eu dix personnes touchés par des maladies cancérogènes, cardiovasculaires et semblables, avec huit morts, dont nous avons connaissance".*

* ndlr : sous-entendu, nous ne connaissons pas tout.